

UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE asbl

FEDERATION DES C.P.A.S.

CONFERENCE DE PRESSE

**LA PROBLÉMATIQUE DES
CENTRES PUBLICS
D'AIDE SOCIALE**

Bruxelles, le mercredi 11 juillet 2001

LA PROBLÉMATIQUE DES CENTRES PUBLICS D'AIDE SOCIALE

PLAN

1. Le diagnostic

- 1.1. L'évolution de la dotation communale aux C.P.A.S.
- 1.2. L'évolution des dépenses de personnel
- 1.3. Les principaux indicateurs de l'évolution
- 1.4. Revendications générales de la Fédération

2. L'Etat fédéral

- 2.1. Le droit à un minimum de moyens d'existence
 - 2.1.1. Situation actuelle
 - 2.1.2. Comparaisons européennes
 - 2.1.3. Evolution de la problématique
 - 2.1.4. Revendications de la Fédération des C.P.A.S. à l'égard de l'Etat fédéral
- 2.2. L'aide aux candidats réfugiés
 - 2.2.1. Situation actuelle
 - 2.2.2. Comparaisons européennes
 - 2.2.3. Evolution de la problématique
 - 2.2.4. Revendications de la Fédération des C.P.A.S.
- 2.3. Le statut des mandataires

3. La Région wallonne

- 3.1. Le Fonds social de l'aide sociale
 - 3.1.1. L'état des lieux
 - 3.1.2. Comparaison
 - 3.1.3. Propositions de la Fédération des C.P.A.S.
- 3.2. Les maisons de repos et maisons de repos et de soins
 - 3.2.1. Les constats
 - 3.2.2. Les souhaits de la Fédération des C.P.A.S.
- 3.3. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées
 - 3.3.1. Les constats
 - 3.3.2. Les revendications de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie
- 3.4. L'intégration socio-professionnelle des bénéficiaires du minimex
 - 3.4.1. Constat
 - 3.4.2. Propositions de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie

INTRODUCTION

Les C.P.A.S. sont confrontés à maintes difficultés relevant de la compétence de l'Etat fédéral ou des Régions.

Le document présent est une synthèse de ces éléments dont bon nombre ont déjà fait l'objet de publication de la part de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

A ce titre, le mémorandum des C.P.A.S. - Edition spéciale C.P.A.S. Plus, juin 1999 s'est avéré une première base de travail, réactualisée.

1. LE DIAGNOSTIC

1.1. L'évolution de la dotation communale aux C.P.A.S.

Les communes assurent l'équilibre financier des C.P.A.S. par une dotation communale qui varie suivant les entités communales mais qui correspond en moyenne à ± 30 % des recettes des C.P.A.S..

Cette dotation représente en moyenne 8,6 % des dépenses ordinaires des communes.

Elle est proportionnellement la plus élevée dans les communes de 10.000 à 50.000 habitants.

Toutefois, c'est uniquement dans les communes de moins de 10.000 habitants qu'elle a crû de manière significative de 1998 à 2000.

Les budgets et toutes ses composantes marquent une tendance à la diminution alors que les missions des C.P.A.S. ne cessent de s'amplifier et que l'évolution des dépenses du personnel est évidente.

1.2. L'évolution des dépenses du personnel

On doit souligner qu'il résulte des données de Dexia et de la D.G.A.S.S. qu'à l'exception de l'aide aux réfugiés, les dépenses d'aide sociale, y compris du minimex, diminuent.

Il faut, par contre, mettre l'accent sur le poids des dépenses de personnel des C.P.A.S. même si ce personnel est en partie importante subventionné et si dès lors l'augmentation des dépenses de personnel est en partie compensée par une augmentation des recettes

des C.P.A.S. (à titre de preuve, l'augmentation de l'ensemble des recettes de transfert des C.P.A.S. alors que les recettes liées à l'aide sociale stagnent).

Suivant les études de Dexia, les dépenses du personnel des C.P.A.S. wallons ont évolué comme suit :

1998	:	16,9 milliards
1999	:	18,3 milliards
2000	:	19,8 milliards

Il est utile de comparer l'évolution des dépenses de personnel des C.P.A.S. par rapport à celle des dépenses du personnel communal puisque le personnel du C.P.A.S. a le même statut que le personnel communal.

L'évolution des dépenses du personnel communal, suivant Dexia, se présente comme suit en excluant le personnel enseignant :

1998	:	50 milliards ;
1999	:	51,6 milliards ;
2000	:	55 milliards.

Selon les données de l'ONSSAPL, les dépenses du personnel ont fortement évolué au niveau des C.P.A.S. mais les dépenses du personnel communal ont évolué dans une plus forte mesure. En effet, sur la masse salariale soumise aux cotisations de sécurité sociale des pouvoirs locaux, on constate pour les années 1999 et 2000 (totaux des 2 premiers trimestres) par rapport à 1998:

- Pour les C.P.A.S., une hausse de 4% en 1999^e et de 8% e, 2000, soit un **total de 12%**;
- Pour les communes, une hausse de 12% en 1999 et de 6% en 2000, soit un **total de 18%**.

Par ailleurs, le statut précaire des travailleurs engagés dans le cadre des différents programmes de résorption du chômage (ACS pouvoirs locaux, Prime, ...) existants provoquent des départs de ces agents vers d'autres employeurs (parfois publics même) en vue de l'obtention d'un revenu supérieur et d'une stabilité d'emploi.

Dans ce cadre, la réforme PRC actuellement en cours va améliorer cette situation en terme de stabilisation des postes et du statut de certains travailleurs.

La moitié des dépenses ordinaires des C.P.A.S. est consacrée aux dépenses de personnel ; l'évolution de ces dépenses doit donc retenir particulièrement l'attention.

1.3. Les principaux indicateurs de l'évolution

On doit constater que :

- le poids de la dotation communale a crû ces trois dernières années dans les entités de moins de 10.000 habitants et la réforme du statut des mandataires va accentuer cette donnée ;
- le poids des dépenses du personnel – le personnel du C.P.A.S. ayant le même statut que le personnel communal – n'est pas étranger au fait que, dans les autres catégories de communes, l'évolution des finances des C.P.A.S. suit la même tendance que celle des communes.

1.4. Revendications générales de la Fédération des C.P.A.S.

Pour améliorer les finances des C.P.A.S. et surtout leur poids sur les finances communales, la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie demande:

- 1- accroître la prise en charge des dépenses de personnel du C.P.A.S. par les autorités subsidiantes ;
- 2- définir le statut du personnel communal en tenant compte de son incidence pour le personnel du C.P.A.S. ;
- 3- préconiser une meilleure prise en charge par l'Etat fédéral et par la Région des missions sociales des C.P.A.S. ;
- 4- veiller à l'octroi plus rapide des subventions dues aux centres afin de remédier aux difficultés de trésorerie.

Il y a lieu de distinguer les problèmes relevant de la compétence fédérale et régionale.

2. L'ETAT FÉDÉRAL

L'Etat fédéral a tendance à faire preuve d'une générosité qu'il met à charge des C.P.A.S. ; il décide dès lors de la générosité des communes et des C.P.A.S..

Ce propos peut être illustré en matière de minimum de moyens d'existence et d'aide aux candidats réfugiés.

2. 1 Le droit à un minimum de moyens d'existence.

2.1.1 Situation actuelle

- Le nombre de bénéficiaires du minimex (grâce aux efforts d'insertion professionnelle, à la conjoncture économique, aux mesures du plan « Printemps » mettant fin au minimex partiel pour les bénéficiaires d'allocations d'attente de 21 à 25 ans et augmentant les possibilités et les moyens consacrés à la mise au travail des bénéficiaires du minimex) décroît ;
il était de 83.349 en janvier 1999. Il serait aujourd'hui de \pm 73.000, suivant le Ministre J. Vande Lanotte.

- Le budget fédéral évolue comme suit

1998 (réalisé)	:	10.242, 8 millions ;
1999 (réalisé)	:	9.740, 3 millions ;
2000 (ajusté)	:	10.594, 4 millions ;
2001	:	10.953, 7 millions.

2.1.2 Comparaisons européennes

La comparaison (voir tableau page suivante) démontre que notre législation prévoit :

- des montants plus élevés que dans tous les autres pays européens sauf le Grand-Duché du Luxembourg ;
- une ouverture sans discrimination du droit au minimex à 18 ans alors que, tous les autres pays, soit ce droit n'est ouvert qu'à 25 ans (France, Grand-Duché du Luxembourg), soit ce droit est plus faible pour les jeunes de 18 à 25 ans (Royaume-Uni) ou de 18 à 21 ans (Pays-Bas) ;
- une prise en charge des pouvoirs locaux plus grande en Belgique que tous les autres pays européens : aux Pays-Bas, la subvention de l'Etat correspond à 90 % du revenu minimum ; au Grand-Duché du Luxembourg, en France et au Royaume-Uni, elle est de 100 %.

Comparaison des revenus minimums (1)

Montants en Euros

	Age	Personne isolée	Personne isolée + Enfant	Couple sans enfant	Ménage avec 1 enfant	Subvention Etat
France	25 ans	389	584	584	700	100%
Belgique	18 ans	539	719	719	824	50 à 65 %
Allemagne	Pas de condition d'âge	324	541	585	803	25 % länder
Royaume-Uni	A partir de 18 ans	287	577	569	784	100%
	A partir de 25 ans	362	577	569	784	100%
Pays-Bas	18 à 21 ans	172,37	515	344,74	544,25	90%
	A partir de 21 ans	503	717	933	997	90%
Grand Duché de Luxembourg	25 ans	848	926	1.273	1.350	100%

(1) Source Système d'information mutuelle sur la protection sociale dans les États membres de l'Union européenne

2.1.3 Evolution de la problématique

- Au 1^{er} janvier 2002, les montants du minimum de moyens d'existence seront majorés de 4 %.
- Le Gouvernement fédéral envisage une réforme fondamentale de la législation sur le minimum de moyens d'existence.

On peut déjà relever notamment dans l'avant-projet de loi du Ministre J. Vande Lanotte :

- une majoration progressive de 10 % des montants du minimex ;
- l'individualisation des droits pour les conjoints ;
- le droit ouvert aux réfugiés régularisés et aux étrangers inscrits dans les registres de population ;
- l'ouverture plus grande du droit au minimex pour les étudiants ;
- l'ouverture prochaine du droit au minimex pour les ressortissants des pays émergents candidats à l'entrée dans la Communauté européenne.

Autant de réformes qui alourdiront sensiblement la charge des pouvoirs locaux.

2.1.4 Revendications de la Fédération des C.P.A.S. à l'égard de l'Etat fédéral

La Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie demande:

a) de répondre au retard de paiement des subventions de l'Etat.

Actuellement les subventions de l'Etat sont versées avec un retard de \pm 3 mois !

Il est dès lors proposé de revendiquer :

- l'octroi d'une avance systématique aux C.P.A.S. qui transmettent à l'Etat fédéral leurs états de frais dans le mois qui suit l'octroi du minimex, ce qui constituerait un fonds de roulement.
- le paiement d'intérêts de retard par l'Etat en cas de non paiement des subventions dans un délai de 60 jours.

b) de majorer les subventions de l'Etat au moins de 10 % pour chaque catégorie de C.P.A.S. et si possible porter les subventions à 75 % du minimex. Il serait en effet préférable de porter les subventions à un taux unique. Cette solution permet d'éviter les effets pervers de taux différenciés et de répondre à l'évolution des subventions communales aux C.P.A.S. des communes de moins de 50.000 habitants.

L'incidence budgétaire pour l'Etat peut être chiffrée comme suit :

1° La majoration de 10 % aurait l'incidence suivante :

1.550.396.906 FB

2° Porter les subventions à 75 % aurait l'impact suivant :

2.637.002.951 FB

En ce qui concerne les finances des C.P.A.S. wallons, l'incidence serait (en prenant en considération le nombre de minimex au 1.1.2000) de 756.907.511 francs.

Dans le cadre de la concertation fédérale des 3 Sections CPAS, la revendication porte sur une augmentation de l'intervention de l'Etat dans le minimex de minimum 10% en 2 ans.

c) **une prise en charge à 90 % du minimex octroyé aux jeunes de 18 à 21 ans puisque cette charge résulte de la majorité civile portée à 18 ans par décision de l'Etat fédéral.**

d) **une intervention de l'Etat dans le coût du personnel administratif et social. Les C.P.A.S. prennent en charge en totalité le traitement administratif et social des dossiers : enquêtes sociales, traitement administratif, frais de notification...**

Au contraire des autres dispositions de la sécurité sociale (les syndicats en ce qui concerne les allocations de chômage, les mutualités en ce qui concerne l'assurance - maladie), les dépenses administratives des C.P.A.S. ne sont pas prises en charge par l'Etat.

Il serait logique que l'Etat accorde une subvention complémentaire d'un forfait par dossier ouvert et d'un pourcentage de la masse financière payée par le CPAS pour prendre en charge ces dépenses, soit ± 500 millions par an.

L'avant-projet de réforme de la loi minimex prévoit à ce jour une intervention pour les frais de personnel.

e) **que les prestations de la sécurité sociale garantissent un revenu au moins équivalent aux montants du minimex et dès lors que les majorations du minimex ne portent pas le minimex à un montant supérieur aux prestations de la sécurité sociale.**

f) **que les allocations d'attente des jeunes de 18 à 21 ans soient portées au même montant que pour le minimex.**

2.2 L'aide aux candidats réfugiés

2.2.1 Situation actuelle

- L'évolution du budget de l'Etat fédéral démontre l'accroissement des subventions de l'Etat aux C.P.A.S. pour faire face à l'aide aux réfugiés. Cette évolution est à ce point importante qu'en 2001 les subventions de l'Etat aux C.P.A.S. en cette matière sont plus importantes que les subventions octroyées en matière de minimex.
- Une étude de la D.G.A.S.S. démontre que cet écart résulte à raison de \pm 500 millions pour les C.P.A.S. wallons de la disposition fédérale suivant laquelle les C.P.A.S. qui ne peuvent accueillir ou proposer un logement à des candidats réfugiés qui leur sont attribués ne perçoivent pas 100 % mais 50 % de l'aide accordée.
- La nouvelle législation prévoyant le premier accueil obligatoire des candidats réfugiés dans des centres d'accueil et l'octroi de l'aide sociale en nature dans ces centres porte dès à présent ses fruits mais laisse à charge des C.P.A.S. les candidats qui ont quitté les centres d'accueil et pour lesquels la procédure de reconnaissance se poursuit.

2.2.2 Comparaisons européennes

Les personnes en cours d'examen de leur candidature en qualité de réfugiés perçoivent par exemple:

en France : une allocation d'insertion de 1.700 FF (10.200 FB) par mois.
L'effort financier de l'Etat en leur faveur s'élève en 1999 à 1.138,3 M.F.F. ;

aux Pays-Bas : le logement et une allocation de 86 florins par semaine (1.550 FB).

Nous constatons donc que les candidats recevant l'équivalent du minimex (21.761 FB pour un isolé) perçoivent davantage dans notre pays que dans les autres pays européens.

2.2.3 Evolution de la problématique

- Le Gouvernement fédéral maîtrise mieux qu'antérieurement le flux des candidats réfugiés.
- On peut s'attendre à ce que les montants des aides ne croissent plus en 2001 mais rien n'est fait pour résorber la charge importante qui a crû ces dernières années pour les C.P.A.S. (plus de 40.000 dossiers en souffrance).

2.2.4 Revendications de la Fédération des C.P.A.S.

La Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie revendique:

- a) une réponse au retard de paiement des subventions de l'Etat par
 - l'octroi d'une avance systématique ;
 - le paiement d'intérêts de retard par l'Etat en cas de non-paiement des subventions dans un délai de 60 jours ;
- b) l'obtention d'une norme européenne pour définir l'aide sociale aux candidats réfugiés et prévoir une allocation inférieure au montant du minimex pour les candidats au cours de la procédure d'examen de leur demande ;
- c) une augmentation d'au moins 75 % la subvention de l'Etat aux C.P.A.S. qui aident des candidats qui ne résident pas dans leur commune ;
- d) demander à l'Etat de prendre en charge le coût du personnel administratif et social affecté à cette mission déléguée aux C.P.A.S. par l'Etat fédéral.

2.3 Le statut des mandataires

- Le Président du C.P.A.S. a, en principe, le même statut et la même rémunération qu'un échevin.
- Les membres du conseil de l'aide sociale ont des jetons de présence d'un même montant maximum que les conseillers communaux.

Une étude de la D.G.A.S.S. estime que l'augmentation des rémunérations des présidents aura un impact de 162 millions sur les budgets des C.P.A.S. wallons.

Il va de soi que cette évolution sera la plus forte par habitant dans les plus petites entités communales.

De plus, il nous paraît important que tous les mandataires politiques des pouvoirs locaux soient mis sur un pied d'égalité, les règles concernant les conseillers communaux ou les bourgmestre et échevins doivent être respectivement les mêmes pour les membres du conseil de l'aide sociale ou les présidents de C.P.A.S.

3. LA RÉGION WALLONNE

Le Contrat d'Avenir annonce que le Gouvernement entend soutenir un fonctionnement efficace des C.P.A.S. ; et pourtant la Région wallonne participe à un double titre aux difficultés financières des C.P.A.S.. Elle octroie ses subventions avec retard et elle ne prend pas en considération, dans l'octroi de ses subventions, les dépenses de personnel dont elle décide les montants.

3.1 Le Fonds spécial de l'aide sociale

3.1.1. L'état des lieux

5 % du Fonds des communes sont affectés au Fonds spécial de l'aide sociale soit ± 28 millions sont affectés aux C.P.A.S. de la Communauté germanophone et 1.650 millions aux C.P.A.S. wallons en 2001.

Les besoins sociaux croissent, le nombre de travailleurs sociaux au sein des C.P.A.S. augmente, le Fonds spécial de l'aide sociale stagne.

En 1995, les C.P.A.S. (en exclusion de Liège et de Charleroi) ont perçu 311.767.823 FB pour 644 travailleurs sociaux ; en 2000, ils ont perçu 319.129.502 FB pour 844 travailleurs sociaux.

Par travailleur social non affecté à la coordination, les C.P.A.S. percevaient en moyenne 481.407 FB en 1995 ; ils ont perçu 367.475 FB en 2000. Moins que pour un A.C.S. à 2 points !

En 2001 l'écart ne fera que de s'accroître puisque le nombre de travailleurs sociaux ne diminuera certainement pas et que les rémunérations croissent vu l'ancienneté des agents et la mise en œuvre généralisée de la R.G.B..

Un assistant social contractuel ayant 10 ans d'ancienneté coûtait 1.279.913F en 1995 ; il coûte en 2000 1.352.326 F.

3.1.2. Comparaison

On peut comparer ce soutien régional aux C.P.A.S. avec celui qu'il apporte aux services sociaux privés.

En ce qui concerne les centres de service social un budget de 168 millions en 2001 (au lieu de 155 en 2000) est consacré à l'emploi de 188,5 travailleurs sociaux à raison de 869.950 F par professionnel qualifié travaillant à temps plein, montant majoré d'une subvention de fonctionnement de 126.000 F par professionnel d'une mutualité et de 252.000 F par professionnel d'une a.s.b.l..

Vu le budget disponible, les centres de service social percevront en 2001 \pm 90 % de ces montants, soit au moins 900.000 F par travailleur social à temps plein.

3.1.3. Propositions de la Fédération des C.P.A.S.

- a) **Octroyer aux C.P.A.S. une dotation complémentaire du Fonds spécial de l'aide sociale pour porter au strict minimum l'intervention régionale aux C.P.A.S. par travailleur social statutaire à minimum 600.000 F et contractuel à 500.000 F et ce en adoptant une norme de travailleurs sociaux par habitant et/ou en fonction de critères sociaux objectifs (revenu moyen par habitant, nombre de chômeurs, nombre de minimexés) et, en équité minimale, au montant octroyé par la Région aux centres de service social.**

La première solution impliquerait une dotation complémentaire à l'ensemble des C.P.A.S. wallons de 207,5 millions et la seconde solution une dotation complémentaire de 432,5 millions.

- b) **Accélérer fortement la procédure d'octroi de la dotation : un quart au début de chaque trimestre et à date fixe.**

3.2. Les maisons de repos et maisons de repos et de soins

3.2.1. Les constats

- Le nombre de personnes très âgées en Région wallonne ne cesse de croître.
- Les besoins croissent essentiellement en fonction :
 - de l'évolution du nombre de personnes âgées fortement handicapées ;
 - de la nécessité de respecter les normes incendie ;
 - du besoin de confort qui implique aujourd'hui de mettre à la disposition des résidents des chambres individuelles avec cabinet de toilette et douche ;
 - de la nécessité de faire évoluer les infrastructures en fonction des normes « M.R.S. » qui devront être intégralement respectées en 2010 ;
 - de l'utilité de concevoir des maisons de repos de 90 lits afin d'assurer la continuité du service tout en maintenant dans des normes raisonnables les dépenses de personnel ;
 - de la fermeture de certaines maisons de repos commerciales ne répondant pas aux normes de sécurité essentiellement.
- Le Gouvernement wallon a pris conscience de cette problématique puisqu'il a adopté le 10 mai 2001 le projet de décret modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes et prévoyant un mécanisme de financement alternatif des infrastructures médico-sociales dont la mise en œuvre est confiée au CRAC.

- La Région wallonne prend par contre en charge à raison de 60 % les dépenses d'investissements : nouvelles constructions et réaménagements lourds avec un coût maximum de 2,5 millions par lit.

Le Gouvernement a donné son accord sur un mécanisme de financement alternatif portant sur un montant de 2,25 milliards pour les maisons de repos.

3.2.2. Les souhaits de la Fédération des C.P.A.S.

- **L'absence d'une infrastructure adéquate entraîne des déficits de fonctionnement : les moyens consacrés par la Région wallonne aux investissements en maisons de repos doivent être évalués en fonction de la réponse aux besoins des résidents mais aussi en fonction de l'objectif d'atteindre un équilibre de fonctionnement des maisons de repos des C.P.A.S. ;**
- **Les pouvoirs locaux doivent être sensibilisés à cette problématique puisqu'un investissement local réalisé aujourd'hui peut permettre d'éviter un déficit structurel ; il faut veiller à ce que les moyens nécessaires soient prévus dans les budgets des C.P.A.S. et les communes ;**
- **Une enquête de notre Fédération¹ prévoit que les besoins en investissement s'élèvent dès à présent à au moins 7,6 milliards ; une synthèse établie par la D.G.A.S.S. des dossiers qui lui sont connus dès maintenant correspond à cette enquête.**

Il est donc impératif que le décret étendant le champ d'action du Crac soit mis en œuvre avec efficacité et qu'une dotation suffisante garantisse une réponse à tous les besoins d'investissement en Région wallonne : les moyens affectés actuellement au financement alternatif semblent trop faibles.

- **Pour accélérer les procédures, il faut permettre aux C.P.A.S. de bénéficier des subventions régionales tout en recourant au leasing immobilier ainsi que la Région wallonne le prévoit en matière d'infrastructures sportives et que la Région flamande l'autorise en matière d'investissements médico - sociaux.**

¹ Voir à ce sujet le dossier du *CPAS Plus*, novembre 2000: "Investissements en MR et MRS publiques".

3.3. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées

3.3.1. Les constats

- Les 52 services publics d'aide aux familles – essentiellement gérés par les C.P.A.S. – prestent plus de 1.400.000 heures par an soit 26,74% des heures prestées par l'ensemble des services ; ils emploient plus de 1.600 membres du personnel : travailleurs sociaux et aides familiales, soit 1.280 équivalent temps plein.
- Les échelles barémiques en œuvre dans les services publics (D2 si évaluation positive) résultent de l'application décidée par le Gouvernement wallon de la R.G.B. alors que les barèmes du secteur privé sont largement inférieurs²;
- Les recettes – autres que la subvention régionale - sont constituées par la seule participation des bénéficiaires qui est fixée par un barème impératif imposé par la région wallonne et qui varie suivant les revenus des bénéficiaires (35 F à 315 F par heure de prestation).
La contribution horaire moyenne du bénéficiaire est de 102,2 F dans le secteur public et 107,4 F dans le secteur privé.
- L'accord – cadre sur le non-marchand a pour objectif d'aligner les barèmes des aides familiales sur les barèmes de la commission paritaire 305.1 (référence au secteur des hôpitaux).
L'harmonisation se réalise en 5 phases égales de 20 %, l'harmonisation devant être achevée en octobre 2004.
- Un débat a lieu sur les modalités de l'harmonisation barémique.
Il y a un accord pour atteindre progressivement l'échelle 1.26, ce qui a une incidence budgétaire – tous secteurs confondus de 720 millions.

Par contre, le secteur privé refuse une majoration qui prend mieux en compte l'ancienneté. Si cette thèse est suivie par le Gouvernement, les C.P.A.S. auront un plus faible profit de l'accord sur le non-marchand.

En effet, plus de la moitié du personnel du secteur public a une ancienneté de plus de 14 ans alors que le secteur privé recevra une subvention de 105 % du coût de son personnel au début de l'exercice de la profession si l'échelle barémique 1.26 est prise en compte sans modulation liée à l'ancienneté !

Le personnel plus âgé est sous-financé alors que le personnel jeune permet de dégager un boni, ce qui est en contradiction avec toute la politique de l'emploi recommandée.

² Les barèmes du secteur privé sont actuellement de 297,074 F brut par heure en début de carrière et de 397,58 F brut par heure après 19 années d'ancienneté ; au 1.10.2000 (1^{ère} étape de mise en œuvre de l'accord sur le non-marchand) ces montants sont portés à 306,32 F et à 413,89 F et au 1.10.2004 (fin de la mise en œuvre de l'accord sur le non-marchand) à 347,01 F et à 491,03 F.

3.3.2. Les revendications de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie

- Alors que, pour les services privés d'aide aux familles et aux personnes âgées, l'accord sur le non-marchand permet de bénéficier au moins de l'équivalence entre les subventions régionales et les rémunérations octroyées au personnel, les C.P.A.S. sont tenus d'appliquer par directive régionale des barèmes supérieurs à ceux qui sont pris en compte pour l'octroi des subsides.

La mise en œuvre de l'accord sur le non-marchand doit donc tenir compte de la juste revendication du secteur public visant à une prise en compte accrue de l'ancienneté des aides familiales.

Le Gouvernement ne peut concrétiser l'accord sur le non-marchand en ne tenant compte que des souhaits du secteur privé.

- Il faut accélérer le paiement du solde des subventions régionales.

3.4. L'intégration socio - professionnelle des bénéficiaires du minimex.

3.4.1 Constat

L'Etat fédéral demande aux C.P.A.S. de mener une politique active visant, dans le cadre de l'Etat social actif, à augmenter le nombre de bénéficiaires du minimex ou de l'aide sociale mis au travail. Le projet de réforme de la loi minimex accentue, par ailleurs, cette mission.

Des accords de coopération avec les Régions sont conclus pour atteindre cet objectif.

La Région wallonne dispose d'outils dont l'efficacité pourrait être accrue :

- a) Pour les subventions régionales (arrêté du 27.1.1998) à la mise au travail des bénéficiaires du minimex: le montant prévu à cet effet au budget régional est passé de 230 millions en 1998, 1999 et 2000 à 205 millions en 2001. Cette diminution avait été annoncée par le Ministre compétent comme étant susceptible de réajustement budgétaire³.

³ Voir à ce sujet CPAS Plus, 4 et 5/2001.

- b) Les subventions du Fonds social européen dans le cadre des objectifs 1 et 3 évoluent comme suit :

1998	:	111,3 millions
1999	:	146,2 millions
2000	:	148,2 millions
2001	:	110,4 millions soit 75 % du montant de 2000 mais statu - quo par rapport à 1998 les années 1999 et 2000 étant des années de jonctions entre deux programmations européennes.

- c) Dans le cadre de l'accord de coopération du 4.7.2000 passé avec l'Etat fédéral en matière d'économie sociale et prévoyant des conventions avec les C.P.A.S., la Région wallonne a prévu en 2001 un budget de 40 millions.

3.4.2 Propositions de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie

- a) **Majorer à l'ajustement budgétaire la dotation régionale consacrée à la mise au travail de bénéficiaires du minimex, utiliser au maximum cette dotation en rendant encore plus attractive cette mesure et maintenir l'enveloppe budgétaire à au moins 230 millions;**
- b) **Compenser par des subventions régionales la diminution des interventions du F.S.E. après évaluation des projets ;**
- c) **Mettre en œuvre à 100 % l'accord de coopération en matière d'économie sociale en adoptant un arrêté définissant les lieux de préformation sociale et de socialisation (mission sociale, processus d'insertion sociale) des C.P.A.S. et en subsidiant leur personnel d'encadrement. Pour 2002, une adaptation des modalités d'octroi des subventions est indispensable afin que cette enveloppe profite également aux C.P.A.S. de plus petite taille.**

Claude EMONTS,
Président de la Fédération des C.P.A.S.
de l'Union des Villes et Communes de Wallonie